Cour d'appel d'Aix-en-Provence, 14 janvier 2016, n° 15/18421

Chronologie de l'affaire

TI Nice 17 février 2014	>	CA Aix-en-Provence Infirmation 18 juin 2015	>	CA Aix-en-Provence 14 janvier 2016
----------------------------	---	---	---	---------------------------------------

Sur la décision

Référence : CA Aix-en-Provence, 14 janv. 2016, n° 15/18421
Juridiction : Cour d'appel d'Aix-en-Provence
Numéro(s) : 15/18421
Décision précédente : Cour d'appel d'Aix-en-Provence, 18 juin 2015

Sur les personnes

Avocat(s) : Francine COHEN-BETTAN, Patricia COHEN, Sandra JUSTON
Parties : SCI AXIZA

Texte intégral

COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE	Madame C X divorcée Y
1 ^{re} Chambre C	née le XXX à ORAN
ARRÊT EN RECTIFICATION	XXX
XXX	représentée par Maître Patricia COHEN, avocat au barreau de NICE
DU 14 JANVIER 2016	DÉFENDERESSE SUR REQUÊTE EN RECTIFICATION :
N° 2016/31	XXX,
L. L.G.	domiciliée chez M ^{me} Z
Rôle N° 15/18421	XXX
C X divorcée Y	représentée par Maître Sandra JUSTON de la SCP BADIE SIMON-THIBAUD JUSTON, avocat au barreau d'AIX-EN-PROVENCE
C/	*_*_*_*_*_*
XXX	COMPOSITION DE LA COUR :
Grosse délivrée	L'affaire a été débattue le 23 novembre 2015 en audience publique. Conformément à l'article 785 du code de procédure civile, Madame Lise LEROY-GISSINGER, conseiller, a fait un rapport oral de l'affaire à l'audience avant les plaidoiries.
le :	LA COUR ÉTAIT COMPOSÉE DE :
à :	Monsieur A KERRAUDREN, président
Maître COHEN	Madame Danielle DEMONT, conseiller
Maître JUSTON	Madame Lise LEROY-GISSINGER, conseiller
DÉCISION DÉFÉRÉE À LA COUR :	qui en ont délibéré.
Arrêt N° 15/459 de la 1 ^{re} chambre civile–section C de la cour d'appel d'Aix-en-Provence en date du 18 juin 2015 enregistrée au répertoire général sous le N° 14/7751.	GREFFIER LORS DES DÉBATS : Monsieur A B.
DEMANDERESSE SUR REQUÊTE EN RECTIFICATION :	

Les parties ont été avisées que le prononcé de la décision aurait lieu par mise à disposition au greffe le 14 janvier 2016.

ARRÊT :

Contradictoire,

Prononcé par mise à disposition au greffe le 14 janvier 2016,

Signé par Monsieur A KERRAUDREN, président, et Monsieur A B, greffier auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

*_*_*_*_*_*_*_*_*_*

EXPOSÉ DU LITIGE :

Par arrêt du 18 juin 2015 (RG n°2015/459), la présente cour a condamné la SCI Axiza à payer à M^{me} X, bénéficiaire de l'aide juridictionnelle totale, la somme de 1500 euros sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile.

Par requête du 9 octobre 2015, l'avocat de M^{me} X a saisi la cour d'une demande de rectification d'erreur matérielle. Il soutient que l'arrêt doit être rectifié en ce qu'il a ordonné la condamnation de la SCI Axiza à payer une somme à M^{me} X sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile et en ce qu'il n'a pas été indiqué les raisons pour lesquelles il ne pouvait bénéficier des dispositions de l'article 37 de la loi du 10 juillet 1991 et 700 du code de procédure civile dont il avait demandé l'application.

Les parties ont été avisées le 23 octobre 2015 que l'affaire serait examinée à l'audience du 23 novembre 2015. La société Axiza n'a pas conclu sur la requête.

MOTIFS DE LA DÉCISION :

Selon l'article 462 du code de procédure civile, les erreurs et omissions matérielles qui affectent un jugement, même passé en force de chose jugée, peuvent toujours être réparées par la juridiction qui l'a rendu ou par celle à laquelle il est déféré, selon ce que le dossier révèle ou, à défaut, ce que la raison commande. Sous couvert de rectification d'une erreur ou omission matérielle, le juge ne peut modifier les droits des parties.

Par ses dernières conclusions devant la cour d'appel, M^{me} X avait demandé la condamnation de la société Axiza au paiement de 1500 euros sur le fondement combiné de l'article 37 de la loi de 1991 et de l'article 700 du code de procédure civile (page 4 des conclusions). Les conclusions n'explicitaient pas davantage cette demande.

Selon l'article 700 du code de procédure civile, dans sa rédaction issue du décret du 29 décembre 2013, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou qui perd son procès à payer

1° à l'autre partie la somme qu'il détermine au titre des frais exposés et non compris dans les dépens ;

2° et, le cas échéant, à l'avocat bénéficiaire de l'aide juridictionnelle partielle ou totale, une somme au titre des honoraires et frais, non compris dans les dépens, que le bénéficiaire de l'aide aurait exposés s'il n'avait pas eu cette aide. Dans ce cas, il est procédé comme il est dit aux alinéas 3 et 4 de l'article 37 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991".

Il résulte de ces dispositions que l'avocat désigné pour assister et représenter une partie au titre de l'aide juridictionnelle peut solliciter à son bénéfice une somme sur le fondement du 2° de l'article 700 du code de procédure civile, ce qui n'empêche pas, le cas échéant, d'allouer une somme également à la partie bénéficiaire de l'aide juridictionnelle, si elle a encouru des frais non couverts par cette aide.

En premier lieu, il convient de constater que la requête n'expose pas en quoi l'arrêt serait affecté d'une erreur matérielle, se bornant à soutenir qu' 'il n'a pas été indiqué les raisons pour lesquelles le conseil de la requérante ne peut bénéficier des dispositions' des articles 37 de la loi de 1991 et 700 du code de procédure civile. La requête vise donc davantage un défaut de motifs de l'arrêt qu'une omission ou erreur matérielle, ce qui ne relève pas de l'article 462 du code de procédure civile.

En second lieu, la demande formée par les conclusions de M^{me} X sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ne désignait pas la personne au bénéfice de laquelle elle était formulée, M^{me} X ou son avocat, ou les deux. Par ailleurs, la condamnation au titre de l'article 700 du code de procédure civile étant discrétionnaire, le juge n'a pas à motiver sa décision à ce titre. Aucun élément intrinsèque ou extrinsèque à l'arrêt ne permet de dire que la condamnation prononcée au bénéfice de M^{me} X constitue une omission ou une erreur matérielle. Enfin, la rectification de l'erreur dans le sens sollicité par la requête conduirait à modifier les droits de M^{me} X.

En conséquence, il n'y a pas lieu d'accueillir la demande de rectification.

PAR CES MOTIFS,

La cour,

— Dit n'y avoir lieu à rectification,

— Condamne M^{me} X aux dépens.

Le greffier, Le président,